

LE LOGEMENT

LE NOUVEAU RÉGIME DE PARTAGE DES FRAIS ET LES ACHATS ACTUELS DES MUNICIPALITÉS

M. Derek Blackburn (Brant): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre d'État chargé des Affaires urbaines. Étant donné qu'on projette de modifier la politique de réaménagement urbain, le ministre peut-il donner l'assurance que les propriétés et les immeubles achetés actuellement par les municipalités tomberont sous le coup du nouveau régime de partage des frais lors de la mise en pratique du nouveau programme?

L'hon. Ron Basford (ministre d'État chargé des Affaires urbaines): Monsieur l'Orateur, je ne saurais répondre à cette question tant qu'on n'aura pas effectivement présenté de nouvelles propositions au Parlement.

* * *

LES FINANCES

LE FINANCEMENT DU DÉFICIT DU PRÉSENT BUDGET

M. Gordon Ritchie (Dauphin): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre des Finances. A-t-il l'intention de combler le déficit du présent budget qu'on estime être de l'ordre de 750 millions à 1 milliard de dollars en faisant appel au marché privé des obligations, aux banques privées ou à la Banque du Canada, généralement considérée comme une institution à orientation inflationniste?

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie. J'ai des doutes sérieux à l'égard de la question du député. Je ne crois pas qu'elle soit du genre de celles qu'on puisse poser en ce moment.

* * *

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LES POURPARLERS AVEC LES É.-U. RELATIFS À LA TAXE D'ÉGALISATION D'INTÉRÊTS—LE RAPPORT AVEC L'ACCORD SUR L'AUTOMOBILE

M. Mac T. McCutcheon (Lambton-Kent): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question au ministre des Finances? Y a-t-il eu récemment des entretiens avec le gouvernement des États-Unis au sujet de l'exemption de la taxe américaine d'égalisation des intérêts dont bénéficie actuellement le Canada? Ces entretiens ont-ils quelque rapport, d'une façon ou d'une autre, avec l'accord sur l'automobile?

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, si des entretiens avaient eu lieu, ils auraient relevé de mon collègue, le ministre de l'Industrie et du Commerce, mais à ma connaissance il n'y en a pas eu à l'échelon ministériel.

LES FABRICANTS AMÉRICAINS D'AUTOMOBILES ET LE RECOURS AU PROGRAMME DISC

M. Mac T. McCutcheon (Lambton-Kent): Je remercie le ministre, monsieur l'Orateur. Je ne faisais que me conformer aux instructions qu'a données le ministre de l'Industrie et du Commerce dans sa réponse de vendredi. Monsieur l'Orateur, me serait-il permis de poser une question

supplémentaire au premier ministre. Le ministre de l'Industrie et du Commerce a déclaré vendredi:

... sauf erreur, les fabricants américains d'automobiles n'ont pas l'intention de l'invoquer ...

Il s'agissait du programme DISC. Le premier ministre peut-il dire à la Chambre si le gouvernement a effectivement reçu des fabricants américains d'automobiles des assurances formelles qu'ils ne profiteront pas du programme DISC?

• (1440)

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Certes, monsieur l'Orateur, le gouvernement, en tant que tel, n'a pas reçu d'assurance de ce genre, mais la question pourrait être signalée au ministre de l'Industrie et du Commerce. Je vais m'en occuper et m'assurer s'il a reçu certaines assurances qui n'ont pas encore été portées à la connaissance du cabinet.

* * *

LA CULTURE CANADIENNE

L'AIDE AUX GROUPES ETHNIQUES

M. David Orlikow (Winnipeg-Nord): Monsieur l'Orateur, j'aimerais demander au secrétaire d'État si le gouvernement a affecté des fonds pour aider divers groupes ethniques et culturels du Canada à préserver et à intensifier leurs activités multi-culturelles comme le premier ministre l'a annoncé en octobre dernier.

[Français]

L'hon. Gérard Pelletier (secrétaire d'État): Je prends note de la question, monsieur le président, et je serai heureux de communiquer la réponse à l'honorable député.

[Traduction]

M. l'Orateur: La parole est au député de Malpèque.

M. Orlikow: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur ...

M. l'Orateur: Nous pourrions peut-être entendre d'abord la question supplémentaire et ensuite céder la parole au député de Malpèque.

M. Orlikow: Lorsque le ministre répondra à la question, voudrait-il indiquer si le gouvernement a discuté de divers projets avec les gouvernements provinciaux en vue de coordonner l'activité des deux niveaux de gouvernement?

M. l'Orateur: La parole est au député de Malpèque.

* * *

L'AGRICULTURE

Î.P.É.—L'ÉCOULEMENT DES POMMES DE TERRE—LA RÉOLUTION DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

L'hon. J. A. MacLean (Malpèque): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre de l'Agriculture. A-t-il une autre déclaration à faire concernant l'écoulement des pommes de terre achetées par l'Office de stabilisation des prix agricoles à la lumière de la résolution que lui a adressée l'Assemblée législative de l'Île-du-Prince-Édouard à ce sujet?